

d'une petite partie de ce qui lui est le plus cher au monde (1). »

A ces communications intimes, l'archiduc ajouta encore un rapport sur quelques particularités observées à la cour.

C'est ainsi qu'il décrit avec beaucoup d'humour la cérémonie du premier de l'an et se moque des discours qui y sont prononcés, de même le jour des Rois, où la cour donne un bal officiel dans lequel le noble coudoie son tailleur et son cordonnier.

Ferdinand-Maximilien se rendit ensuite à Vienne pour faire part personnellement à son frère de ses sentiments à l'endroit de sa jeune fiancée.

Fin mars, l'archiduc envoya de nouveau, cette fois le baron Gagern en Belgique pour avoir quelques éclaircissements sur la dot et l'apanage de la princesse Charlotte et obtenir une dotation aussi élevée que possible. Comme Gagern se confondait en excuses pour expliquer sa démarche, le roi lui coupa la parole en souriant et dit : « L'archiduc ne risque pas d'être mal compris par moi, et je suis content de pouvoir lui épargner les expériences que je fis, comme beau-fils de deux des plus puissants souverains de l'Europe. Sans parler du pauvre roi Louis-Philippe, qui me fit dans le contrat du mariage une dotation pour l'avenir et que je ne reçus en réalité que longtemps après, mon excellent beau-père anglais ne m'a donné comme dot de la princesse Charlotte que ses dettes, qui remontaient jusqu'en 1809, en disant que cela ferait une certaine impression sur la princesse. C'est vrai, mais cette impression fut et resta fort désagréable. »

Le roi des Belges avait, en même temps, prié l'empereur François-Joseph de donner à son beau-fils, dans les limites de la monarchie, une position digne de sa naissance et capable de lui offrir un vaste champ d'activité. L'empereur s'y résolut difficilement. Mais les comptes-rendus de ses ministres étaient tels et il l'avait vu de ses propres yeux, lors de son voyage, que la situation dans les provinces italiennes de l'empire, la Lombardie et la Vénétie, devenait si menaçante, qu'il faudrait

(1) La princesse Charlotte reçut enfin, en dehors du trousseau, des bijoux, de l'argenterie et de la dotation donnée par le pays, et qui était de 100 000 florins, encore du roi Léopold 20 000 florins par an « à titre d'épingles » et de l'empereur François-Joseph 100 000 florins comme « contre-dot » et un cadeau de noces de 30 000 florins.

entreprendre quelque chose pour les ramener à l'Autriche et surtout à la dynastie des Habsbourg. L'empereur résolut donc de nommer son frère Ferdinand-Maximilien gouverneur général du royaume lombardo-vénitien, bien décidé toutefois à ne pas le laisser empiéter en quoi que ce soit sur ses droits.

Le nouveau gouverneur considéra sa fonction d'un tout autre point de vue. Avec un zèle enflammé il se mit à l'œuvre, croyant avoir enfin trouvé l'occasion d'exécuter son idée de rendre un peuple heureux et d'assouvir son désir brûlant d'activité. C'est ainsi que, dès le principe, la porte était ouverte aux malentendus entre les deux frères et ils ne se firent pas attendre. La nomination officielle eut lieu dans les derniers jours du mois de mars 1857, peu après le voyage de l'empereur François-Joseph à travers l'Italie du Nord.

Le 19 avril 1857, le jeune gouverneur fit son entrée à Milan. La nouvelle de sa nomination avait été accueillie avec des sentiments très mêlés. Les uns s'attendaient à une amélioration momentanée de la situation, car le prince avait la renommée d'être libéral, d'autres se laissaient prendre par son extérieur aimable et sympathique, mais en général la population italienne aspirait, maintenant comme avant, à être délivrée du joug autrichien, à la liberté et à l'unité de la nation italienne et avec la meilleure volonté du monde un Habsbourg était incapable de répondre à leurs vœux. Mais en général on ne l'accueillit pas froidement ; quelques mesures heureuses et conciliantes, que l'archiduc avait prises dès le début, y avaient naturellement contribué. Mais bientôt il y eut de nouveau ça et là des émeutes qui ne promettaient rien de bon.

En juin, l'archiduc Ferdinand-Maximilien fit, dans sa nouvelle fonction, sa première visite au pape Pie IX, à Pesaro (1). Le prince fut très ému d'avoir été reçu par le pape encore avant la célébration de sa messe privée, distinction qui n'était en général pas même accordée aux souverains. L'accueil fut très cordial. Ferdinand-Maximilien avait trouvé le pape très gai et ayant meilleure mine qu'il y a deux ans, tout ragaillardisé par les acclamations des provinces, quoique encore un peu sous l'impression des souvenirs de 1848. Après le déjeuner, que

(1) L'archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur François-Joseph. Lisbonne, le 10 juin 1857.



l'archiduc avait pris en « tête-à-tête » avec le pape, celui-ci le décora de l'ordre de Saint-Pie, ajoutant sur un ton d'excuse que ce n'était pas une décoration de grande valeur, mais que, provenant du Saint-Père, c'était une *cosa santa*.

« Ce sera pour moi une relique », répondit l'archiduc. Il se rendit ensuite, accompagné du pape, dans des « équipages antédiluviens, avec rênes rapiécées et livrées de théâtre », à la cathédrale à travers les rangs de la population observant une froide réserve. A la cathédrale, il fut choqué par l'attitude peu sérieuse du clergé qui jasait et prisait sans cesse.

« Après la grand'messe, écrivit l'archiduc à Vienne, j'eus avec le pape un entretien qui dura jusqu'à l'arrivée des quatre cardinaux, présents à Pesaro, et qui donnèrent à la conversation un ton gaillard. Je pris même part avec ces derniers au dîner du pape, un affreux repas de curé servi par « Monsignori, les valets de chambre » et égayé par l'humeur plaisante des Pères de l'Église, gens bien nourris. La condescendance du pape alla si loin qu'il me servit lui-même le café et la glace. Après le dîner et une conversation fort gaie et fort vivante, je pris congé avec baisements de pied et génuflexions. J'avais passé la journée entière, de sept heures du matin à quatre heures de l'après-midi, en pleine parade avec ordres sur la poitrine et « Collane ». J'étais à moitié mort quand je remontai dans ma voiture pour continuer mon voyage. Somme toute, je puis être très satisfait de la réception que m'a faite le pape. »

Quelque temps après, l'archiduc se rendit à Londres, à la suite d'une invitation de la reine Victoria. Le roi Léopold avait manigancé cette invitation, car la reine avait en vue comme mari de la princesse Charlotte un prince de sa proche parenté, Léopold voulait gagner à sa cause la reine Victoria par le charme personnel et l'amabilité du jeune archiduc.

Ferdinand-Maximilien fut surpris par ce qu'il vit à Londres (1). Il trouva la cour imposante, grandiose, la reine très représentative des anciennes traditions historiques de la cour anglaise, entourée partout d'une certaine auréole et inspirant de la considération. Toutes choses à la cour portaient l'empreinte d'un luxe historique, d'une grandeur séculaire. Aux repas, il

(1) L'archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur François-Joseph. Londres, 24 juin 1857, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

était à la droite de la reine et fut ravi des soins maternels dont elle l'entourait. La société observa d'abord une certaine réserve, mais fut ensuite, contrairement à la politesse extérieure en France, vraiment cordiale. On ne se sentait pas ici perpétuellement sur le qui-vive, comme en Italie et en France. La bonne impression fut mutuelle. L'archiduc avait entièrement gagné la sympathie de la reine. Elle écrivit une lettre enthousiaste à son oncle, le roi Léopold à Bruxelles, et le félicita sur le choix de sa fille. De même dans les cercles politiques on trouva les idées de l'archiduc très libérales et éclairées et lorsque plus tard il y eut des différends avec la Hongrie, gouvernée trop despotiquement, on fit dans les cercles gouvernementaux anglais la proposition, comme lord Russel le dit lui-même au chargé d'affaires sarde, le comte Corti, qu'on devrait placer l'archiduc Ferdinand-Maximilien à la tête de la Hongrie avec un système gouvernemental libre et indépendant. En Autriche, naturellement, on fit un accueil plutôt froid à cette proposition.

Toutes les prémisses pour le bonheur semblaient données. Le 27 juillet 1857 fut célébré le mariage de l'archiduc avec la fille du roi des Belges. Quelques semaines après, le couple fit son entrée solennelle à Milan et, un peu plus tard, le roi Léopold visita sa fille et son beau-fils à Monza. A l'occasion d'un dîner, Maximilien raconta au roi que des Mexicains lui avaient, il y a quelques années, fait demander s'il ne voulait pas accepter la couronne du Mexique : on y voulait établir la monarchie, comme le seul moyen de sauver le pays.

« Cela serait une belle position, » répondit le roi en souriant. Ferdinand-Maximilien n'oublia jamais ces paroles et plus les conditions empiraient en Italie et en général en Europe, plus il songeait à cette demande qui n'était peut-être qu'un épisode passager, oublié depuis longtemps par ses auteurs eux-mêmes.

Le désir du roi Léopold de voir son beau-fils dans une belle position semblait devoir se réaliser en Italie d'abord. Mais les événements montrèrent bientôt que la situation y était déjà trop critique, les aspirations nationales trop avancées, pour que cet établissement offrît les garanties pour un grand avenir.

La situation politique générale n'était pas très réjouissante. Partout se faisait sentir une inquiétante fermentation.



Les différends entre l'Espagne et le Mexique n'avaient fait que grandir.

Pendant l'été 1857, une flotte espagnole, venant de Cuba, avait de nouveau fait une démonstration devant Vera-Cruz. Les relations étaient devenues de plus en plus tendues entre les deux pays, si bien qu'en 1858, les représentants du Mexique durent quitter Madrid. Vu les désordres politiques au Mexique, l'un de ces représentants, don José Hidalgo, s'était rangé du côté du conservateur Zuloaga. Il refusa de reconnaître la constitution de 1857 et Juárez, qui le congédia tandis qu'il fut rappelé par le gouvernement conservateur, lorsque celui-ci arriva au pouvoir pour quelque temps et fut nommé secrétaire d'ambassade à Paris. On connaissait en effet ses relations avec l'impératrice des Français et on voulait en profiter. Lorsque José Hidalgo, en route pour Paris, eut traversé la frontière et abandonné la diligence à Bayonne, l'impératrice Eugénie, venant de son bain favori, Biarritz, passa près de son hôtel pour se rendre à un combat de taureaux à Bayonne. Lorsqu'elle aperçut le jeune Mexicain, qui s'inclinait respectueusement, elle se souvint de leur vieille amitié dans la maison paternelle, fit arrêter la voiture, appela le jeune homme et l'invita à une excursion sur mer projetée pour le lendemain en nombreuse société (1). Pendant cette excursion, Hidalgo eut l'occasion de parler longuement et en détail avec l'impératrice.

L'idée le frappa comme un éclair, qu'il pouvait saisir l'occasion propice pour mettre sous les yeux de l'impératrice la situation désespérée de son pays, où les partis s'entr'égorgeaient aux dépens de la prospérité du peuple et lui montrer combien, d'après l'avis de Hidalgo, l'idée serait sublime d'ériger la monarchie au Mexique pour sauver par ce moyen la race latine et le catholicisme sur le nouveau continent. Le Mexicain spéculait par là, non seulement sur la piété bien connue de l'impératrice, mais aussi sur ses sentiments comme Espagnole. Elle devait tout naturellement être émue à l'idée de la suppression de l'élément espagnol dans l'ancienne colonie. Mais comme elle était maintenant impératrice des Français, don Hidalgo ne lui parla que de la race latine. L'impératrice

(1) D'après les dires de Hidalgo lui-même dans *Notes secrètes de M. Hidalgo*, etc. Vienne, Archives de l'État.

écouta le jeune diplomate, qui parlait sur un ton enthousiaste et fougueux, avec un intérêt toujours croissant. Elle entrevoyait la grandeur de la tâche de rétablir dans un pays, déchiré par l'esprit de partis, l'ordre, le calme et le bonheur. Elle y voyait surtout, comme elle le croyait et comme Hidalgo le lui affirmait, l'occasion de procurer à bon compte de la gloire au second Empire et peut-être par-dessus le marché de brillants avantages commerciaux. Elle n'avait, en attendant, rien à objecter contre don Juan de Bourbon, le candidat proposé ; elle ramena continuellement la conversation sur le sujet et promit, soi-disant spontanément, de parler à l'empereur Napoléon de cette affaire. Elle écrivit, dès le lendemain, à sa mère pour lui raconter sa rencontre avec Hidalgo, sans toutefois s'arrêter sur les propositions qui avaient été faites. Le jeune Mexicain fit tout de suite part de ces entretiens à Gutierrez, à Rome, qui se réjouit sincèrement de voir ainsi revivre ses espoirs.

Hidalgo avait eu de la chance. L'impératrice avait tout de suite pris un intérêt particulier à la chose. Mais il avait aussi pu saisir un moment très propice. Napoléon commençait de plus en plus à être infidèle à sa femme, sans toutefois cesser de l'aimer. En ce temps, en 1857-1858, c'était surtout l'entrepreneuse et charmante comtesse Castiglione, que l'archiduc Ferdinand-Maximilien avait remarquée, qui éveillait la passion de l'empereur. Elle avait été choisie avec intention par le comte Cavour pour aller à Paris.

Mais elle ne fut pas la seule. Le comte de Viel-Castel (1), une mauvaise langue et un indiscret, nomme encore dans ses Mémoires la comtesse Walewska, fille illégitime de Napoléon Ier et de la belle Polonaise, la comtesse Labédoyère et encore bien d'autres favorites de l'empereur. Oui, il y eut des femmes qui racontèrent plus tard avec un sans-gêne inouï les aventures les plus intimes qu'elles avaient eues avec Napoléon III. L'impératrice, dont la renommée restait sans tache et à laquelle on ne trouvait rien à reprocher, fut remplie de tristesse et ensuite de colère en voyant la conduite de son mari, quoique celui-ci revint toujours à elle contrit et repentant. En outre, Eugénie était extrêmement gênée à l'idée qu'on savait dans

(1) Comte Horace DE VIEL-CASTEL, *Mémoires sur le règne de Napoléon III*, 1851-1864. Paris, 1883, t. III.



toute la France qu'elle était une femme trompée et incapable de retenir son mari malgré toute sa beauté. Mais il n'y avait rien à faire et l'impératrice, trompée dans son bonheur domestique, chercha de la distraction à l'extérieur. C'est à partir de ce moment qu'elle commença à s'occuper de politique et son mari, au début peu satisfait de cette tendance, la laissa faire, car il avait une trop mauvaise conscience sur d'autres points pour pouvoir interdire énergiquement quelque chose à sa femme. Mais avec le temps il prit la coutume de parler de tout ce qui touchait la politique avec sa femme. Avec les difficultés croissantes de la politique extérieure et l'affaiblissement de sa santé il recherchait de plus en plus l'appui de sa compagne, toujours orientée sur tout.

A la fin elle se résigna, acceptant les infidélités de son mari et même, pour lui prouver combien loin allait sa résignation, et pour payer un pari perdu, elle invita une fois vingt des plus belles femmes de Paris. Mais ces actes d'abnégation lui coûtaient cher. C'est à cet instant, quand elle souhaitait une occupation politique pour s'arracher à ses soucis domestiques, qu'elle fit la rencontre de Hidalgo, qui parla à l'impératrice de son pays, sans oublier de lui dire que sa patrie était aussi menacée par la grande République du Nord.

L'impératrice avait peu de sympathie pour l'Amérique du Nord et sa puissance croissante. Elle savait trop bien ce qu'on pensait là-bas de son mari et d'un gouvernement monarchiste qui avait remplacé la république. Mais elle n'avait en général que des notions fort vagues et très superficielles sur la situation en Amérique, notions qui ne voyaient les choses de là-bas que du point de vue européen, c'est-à-dire espagnol, des maîtres de sa jeunesse et partant elle ne pouvait pas avoir une opinion objective et saine. Une fois, en 1853 (1), que la conversation tomba sur les Américains, l'impératrice parla de « leurs prétentions de mise républicaine », de leur insolence et des ambassadeurs de l'Union, dont celui de Madrid n'était qu'un protecteur des flibustiers qui voulaient arracher Cuba à l'Espagne.

« Tôt ou tard, conclut l'impératrice, il faudra déclarer la guerre à l'Amérique. » Napoléon l'écoutait d'un air calme et

(1) VIEL-CASTEL, *Mémoires*, 1853, t. II, p. 243.

attentif, mais un léger sourire sceptique errait sur ses lèvres. « La guerre, répondit-il, la guerre, ma chère, n'est plus possible en France. Nous sommes trop accablés par les intérêts matériels et commerciaux, qui absorbent tout. »

Depuis, les choses avaient pris une autre tournure. On avait pourtant fait la guerre. Celle de Crimée avait justement été terminée victorieusement, et l'impératrice qui savait bien que probablement bientôt il y en aurait aussi une en Italie, avait fait l'expérience qu'il ne fallait pas peser toutes les paroles de son mari. Elle résolut de parler à l'empereur des communications et propositions que Hidalgo lui avait faites à propos du Mexique.

Le couple impérial avait l'habitude d'aller au printemps à Saint-Cloud, en juin et juillet à Fontainebleau, et vers la fin du mois d'août à Biarritz, où, contrairement aux habitudes de leurs châteaux splendides, ils vivaient très simplement dans une petite villa, qu'ils appelaient « Nôtre nid » et qui avait l'avantage qu'un escalier y menait directement des chambres aux cabines de bains.

Il n'y avait que quelques familiers qui étaient invités pour un certain temps à Biarritz, tandis que le couple impérial faisait ses invitations officielles surtout à Compiègne, à l'occasion des chasses d'automne.

Dans ce dernier château on invitait, outre les familiers auxquels appartenaient Prosper Mérimée, Delessert, Hidalgo et d'autres, des diplomates tels que Richard Metternich, ambassadeur d'Autriche, l'Anglais lord Cowley, l'Italien Nigra et les célébrités du jour de l'art et de la science, la plupart avec leurs dames, en séries qui revenaient tous les huit ou quinze jours. Tandis que l'avant-midi les hôtes étaient livrés à eux-mêmes dans leurs ravissants appartements, et pouvaient passer leur temps à leur guise, on déjeunait avec le couple impérial à une grande table, dans la superbe galerie de Henri II, la plus belle salle de fêtes du monde entier. L'après-midi, il y avait des excursions en voiture, à cheval et à pied dans le parc et les forêts superbes des environs, des chasses et d'autres distractions. Pendant ce temps, l'étiquette raide était bannie, chacun disait et faisait ce que bon lui semblait. Les hôtes avaient alors, comme jamais, l'occasion d'approcher le couple impérial et d'avoir avec lui, à côté des conversations gaies,



dans la solitude du charmant palais chinois ou durant de longues promenades, des entretiens sur des sujets sérieux ou politiques et d'influencer les opinions et les actions des monarques. Napoléon III abandonnait presque complètement à l'impératrice le soin de dresser la liste des invités et n'exprimait que de temps en temps des souhaits, s'il désirait voir telle ou telle personne invitée ou exclue. C'est ainsi que, sur l'initiative de l'impératrice, on invita aussi pour la saison d'automne 1858 José Hidalgo à Compiègne. Déjà le premier jour, après le dîner, Napoléon s'approcha du jeune Mexicain et lui demanda des nouvelles de son pays.

Hidalgo lui répondit sans hésiter (1) : « Les nouvelles sont très mauvaises et si Votre Majesté ne lui vient pas en aide, le pays est perdu. »

Cette réponse plut à l'empereur. Il attira Hidalgo dans une embrasure de fenêtre et s'entretint une demi-heure avec lui sur cette question. Le jeune diplomate mexicain renseigna l'empereur sur tout ce qu'on avait fait jusqu'ici au Mexique pour l'installation d'une monarchie. Mais il reçut de Napoléon la réponse que, dans les questions touchant l'Amérique, il ne pouvait rien faire sans l'Angleterre. Il ajouta qu'il avait parlé la semaine dernière de cette question à lord Palmerston, qui avait également été à Compiègne. « Nous avons dit, ajouta l'empereur, montrant par là clairement le rôle que l'impératrice jouait, nous avons dit qu'il fallait pour cela une armée, des millions et un prince. »

« Votre Majesté sait, répliqua Hidalgo, qu'il a été question de don Juan? »

L'empereur ne répondit pas tout de suite. Il s'approcha de la table, but un verre de vin et dit ensuite : « Nous avons pensé au duc d'Aumale (2), mais il refuse. »

Cette réponse surprit Hidalgo, qui ne s'attendait pas à ce que ses paroles aient eu déjà tant d'effet, que l'empereur se soit occupé positivement de la question. Et Napoléon songeait à procurer le trône à un Français et non à un Espagnol, et par-dessus le marché à un d'Orléans. Cela voulait donc dire

(1) *Notes secrètes de M. Hidalgo, etc.* Vienne, Archives de l'État.

(2) Le cinquième fils du roi Louis-Philippe d'Orléans et de la reine Marie-Amélie.

en tous les cas que pour l'exécution du plan on pouvait compter sur l'appui matériel de l'empereur. Voyant l'état des choses, Hidalgo redoubla d'éloquence, essayant de décrire sous des couleurs très vives le danger que courait le Mexique par la politique des États-Unis, qui menaçaient de détruire toute influence latine en Amérique, qui s'étaient emparés du pays le plus riche en mines d'argent et qui, par leur domination des deux grandes mers, voulaient s'emparer du commerce mondial.

Hidalgo donna ensuite son avis sur les moyens qu'il croyait les plus efficaces pour éviter une guerre entre le Mexique et l'Espagne. D'après ses paroles, l'empereur aurait arrêté la conversation en disant : « Je suis tout à fait de votre avis et je vous invite à parler de la chose au comte Walewski. »

Napoléon III avait vraiment l'air d'entrer dans les vues d'Hidalgo, mais il ne savait pas encore comment il fallait s'y prendre pour les réaliser. Il savait très bien que toute action au Mexique éveillerait non seulement la jalousie de l'Espagne et de l'Angleterre, mais surtout la résistance de l'Union de l'Amérique du Nord conformément à la grande idée de la doctrine de Monroë, qui rejetait toute nouvelle influence européenne sur le continent américain. Il est vrai que l'Union avait été, pendant les dernières années, un champ de luttes violentes, qui jusque-là n'avaient été sensibles que dans le domaine de la politique intérieure. Les partisans de l'esclavage de l'Amérique du Sud combattaient l'idée de la libération des esclaves au Nord. Déjà s'élevaient des voix qui voyaient la solution du problème dans une séparation radicale des États du Sud de l'Union. Mais le différend n'avait pas encore abouti à une guerre ouverte. L'attention de l'empereur Napoléon fut tout d'abord attirée sur des problèmes autrement importants de la politique européenne et qui le touchaient de plus près que les événements d'Amérique.

L'archiduc Ferdinand-Maximilien avait accepté la fonction de gouverneur général de la Lombardie et de la Vénétie dans un temps critique. Déjà on apercevait les suites de la politique résolue de Cavour, qui avait su gagner Napoléon d'une manière extrêmement habile à l'idée de l'union italienne et que l'attentat d'Orsini sur l'empereur avait puissamment servi. On sentait de plus en plus dans les provinces italiennes



de l'Autriche que les partisans de la libération avaient gagné au delà des Alpes une alliée puissante. Une lettre de l'archiduc à son beau-père, le roi Léopold de Belgique, donne une idée de cette situation (1).

« Notre gouvernement en Italie, y écrit-il, est devenu sur l'ordre verbal de Napoléon la cible des journalistes et de la polémique de révolution. Napoléon a besoin d'un point de discorde pour deux raisons : la première pour éloigner les regards de l'Europe des troubles de la France et de son gouvernement despotique et la seconde pour avoir au moment du danger, qui peut malheureusement arriver à chaque instant, une raison populaire et révolutionnaire pour une guerre. Il a choisi la question italienne, comme il me semble, pour deux raisons : premièrement parce qu'il hait l'Autriche par tradition bonapartiste et la combat sur les champs de bataille de l'Italie, secondement parce que, de par ses tristes alliances passées, il sait combien intéressante et émouvante était pour l'Angleterre cette question capitale de la révolution sur le continent. »

Mais avec Vienne l'archiduc n'avait pas de trop bonnes relations. Il ne fut point admis au conseil des ministres, qui devaient limiter sa sphère d'action en Italie. Toutes les décisions, concernant les grandes questions du gouvernement intérieur des provinces italiennes, lui furent transmises comme « faits accomplis » et il ne fut jamais assez orienté sur la situation politique générale (2). Ferdinand-Maximilien devait expier à Milan les fautes du cabinet de Vienne. Il est vrai que la plus agréable des administrations, la sévérité la plus stricte ou la bonté la plus complète n'auraient rien pu changer en Italie d'une façon efficace. Le gouvernement autrichien n'aurait eu qu'un moyen pour gagner l'approbation de la population italienne, c'eût été de prononcer lui-même la délivrance des provinces. Mais c'était naturellement beaucoup demander.

L'archiduc ne s'était pas encore rendu compte combien les choses avaient empiré et croyait toujours, par ses propositions, pouvoir améliorer la situation d'une manière radicale. Les sympathies que lui et sa jeune femme avaient su gagner

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au roi Léopold de Belgique. Miramar, 2 juin 1858. Original. Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Léopold, roi des Belges, brouillon de lettre de l'année 1858, sans date exacte. Vienne, Archives de l'État.

par leurs intentions, indiscutablement bonnes, et par leurs manières aimables et attrayantes dans les cercles les plus divers, étaient peut-être cause de cela. Ceci n'avait, il est vrai, empêché ni beaucoup de familles nobles et bourgeoises de se tenir, pour des raisons nationales, éloignées de la cour, ni que son épouse n'ait été insultée à l'occasion d'un voyage à Venise, ni qu'il y ait eu des démonstrations dans tout le pays et que les concessions d'impôts et autres, faites par un décret impérial du 16 juillet 1858, ne furent presque pas remarquées. Ainsi la position du gouverneur devint de plus en plus pénible et ressemblait à celle d'une armée en pays ennemi.

Les lettres intimes de l'archiduc, datées de cette époque, reflètent de la manière la plus nette son état d'âme dans l'accomplissement d'une mission où la partie était perdue dès le commencement. Cela devait être un avant-goût du sort encore bien plus amer que la destinée lui réservait pour plus tard.

Dans une lettre, datée de l'automne 1858, il déversa son cœur dans celui de sa mère, l'archiduchesse Sophie.

« Sur ce que vous me dites, ma chère mère, lui écrit-il (1), de votre point de vue religieux, je partage pleinement votre opinion. S'il n'y avait pas de devoirs religieux il y a beau temps déjà que j'aurais quitté ce pays de souffrance où on sent doublement l'humiliation de devoir représenter un gouvernement inactif et sans idées et que l'intelligence cherche en vain à défendre. Avec un véritable sentiment de honte je me suis rendu dernièrement à Milan et ce sentiment m'a doublement pesé et humilié à cause de la façon bienveillante avec laquelle on nous reçut personnellement, un peu comme des personnes privées très respectables. Cette politesse privée, si désavouante, me montrait mieux que tout la situation et ma propre impuissance. Elle montrait aussi à quel point le gouvernement a mal agi avec la bonne volonté des masses. On a atteint une chose à Vienne, et si on le veut on a fait preuve d'esprit politique. Il n'y a plus d'opposition ici. Comment ce miracle s'est-il accompli? La réponse est très simple. Tous les Navas,

(1) Brouillon d'une lettre de l'archiduc Ferdinand-Maximilien à l'archiduchesse Sophie, de l'année 1858, sans date précise, peut-être de l'automne. Vienne, Archives de l'État.



les Archintos, les Scottis, les militaires, les fonctionnaires, le clergé, etc., font maintenant partie de l'opposition. Il n'y a qu'une voix par tout le pays, celle de l'indignation et de la désapprobation vis-à-vis de laquelle je suis seul et impuissant. Je ne crains rien, car ce n'est pas la coutume des Habsbourg d'avoir peur, mais j'ai honte et je me tais...

« Si cela continue ainsi, je songerai bientôt à envoyer Charlotte chez son père à Bruxelles. En effet je n'ai pas l'intention de la sacrifier à la faiblesse et à la perplexité, et là où il y a du danger des jeunes femmes sans expérience n'ont rien à faire.

« Nous vivons maintenant dans un chaos complet et seul le calme que je cherche à affecter, malgré mes vingt-six ans, maintient le tout encore tant bien que mal. Tout le monde autour de moi a perdu la tête et le courage et, quelquefois, je me demande si ma conscience me permet d'obéir aveuglément aux ordres de Vienne. Radetzky avait désobéi par fidélité et on lui élève avec raison des monuments de reconnaissance. Il y a là une vérité profonde qui cadre parfaitement avec la religion. »

De cet état des choses l'archiduc tira les conséquences. Il prit, dans sa vie privée, toutes les mesures pour le cas d'une crise, et envoya réellement sa femme à Bruxelles, invoquant la raison d'une première visite à son pays après son mariage. Au commencement de l'hiver 1858-59, il fit emballer tout ce qu'il possédait et l'expédia hors d'Italie. Les lignes adressées à sa mère, en janvier 1859, sont très caractéristiques et de la situation et du caractère de l'archiduc.

« Me voilà donc banni ici (1), écrivait-il, et seul comme un ermite dans le vaste palais de Milan. Autour de moi, danse et chante le carnaval, mais chez moi c'est le silence du carême. La vieille Lutzow tient la place de la maîtresse de maison. Je suis le prophète qu'on tourne en ridicule, qui doit déguster, morceau par morceau, ce qu'il a prédit mot par mot à des oreilles sourdes et sur lequel on voudrait se venger maintenant comme si c'était lui qui avait appelé le malheur par une fausse douceur ou par une bonté doucereuse. Le monde est curieux et l'on oublie tout à fait que le pauvre prophète a

(1) Brouillon d'une lettre de l'archiduc Ferdinand-Maximilien à l'archiduchesse Sophie, 24 janvier 1859. Vienne, Archives de l'État.

demandé avec instances et depuis longtemps ce que maintenant dans l'angoisse mortelle on voudrait accorder, à savoir le déplacement de l'Université de Pavie, la fortification de Milan, l'éloignement des employés faibles, la déportation, etc. Seulement il aurait voulu tout cela en des temps plus tranquilles, à un moment où tout cela aurait compté comme des mesures faisant partie d'un système. Des mesures de force unies à des lois bienfaisantes n'ont jamais été étrangères à mon caractère.

« Malgré les sarcasmes auxquels je m'attendais et malgré les calomnies, je reste tranquillement à mon poste. Dans le danger je ne rebrousse pas chemin. Deux raisons me retiennent : le devoir de ne pas quitter le poste qu'on m'a confié dans un moment difficile et ensuite empêcher autant que possible les empiétements dus à la peur et à la nervosité. Ce que je ferai en des temps meilleurs et tranquilles, c'est mon affaire. Là où l'incendie fait rage je me dévoue jusqu'au dernier moment, dussé-je être au milieu des flammes. Pour tirer le chariot de la médiocrité, il faut choisir un autre cheval. »

A côté de ces soucis comme gouverneur, l'archiduc Ferdinand-Maximilien avait aussi eu d'autres chagrins qui étaient en rapport avec sa fonction de premier amiral de la marine, qui lui était restée. Cette partie de la force armée de l'Autriche, qu'il avait cherché à relever avec beaucoup de peine, de travail et de soucis, lui était fortement à cœur. Depuis des années, il luttait sans succès avec le Parlement pour obtenir des subventions qui auraient permis de nouvelles constructions. Dans les questions du personnel de la marine il y eut aussi des différends importants entre l'archiduc et son frère l'empereur. « Louais-je quelqu'un, écrivait-il une fois à son beau-père, le roi des Belges (1), on ne l'a presque jamais pris en considération, éloignais-je quelqu'un, on n'a pas manqué de le favoriser visiblement. »

Les sentiments d'amertume envahissaient de plus en plus le jeune prince.

« De voir ses œuvres, écrivait-il encore (2), détruites dans

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Léopold, roi des Belges, brouillon d'une lettre de 1859, sans date précise. Vienne, Archives de l'État.

(2) *Ibid.*